Banque Laurentienne Groupe Financier déclare ses résultats pour le troisième trimestre 2020

L'information financière présentée dans le présent document est fondée sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 31 juillet 2020 et pour le trimestre clos à cette date, et a été préparée conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Tous les montants sont libellés en dollars canadiens. La Banque Laurentienne du Canada et ses entités sont collectivement désignées sous le nom de Banque Laurentienne Groupe Financier (le « Groupe » ou la « Banque ») et offrent des produits ou services en matière de dépôt, d'investissement, de prêt, de valeurs mobilières, de fiducie et autres. Stéphane Therrien, président et chef de la direction par intérim, a fait les commentaires suivants sur les faits saillants du troisième trimestre 2020 : « Dès le début de la pandémie, nous avons pris des mesures pour préserver la solidité et la stabilité financières de la Banque. Le capital et les liquidités ont toujours été gérés avec prudence et continuent de l'être en ces temps incertains. Notre bilan au niveau du crédit est solide et est soutenu par nos pratiques de souscription rigoureuses ». « Nous avons continué à soutenir nos clients grâce à de nombreux programmes, notamment de report de paiement. Avec la réouverture progressive de l'économie et l'adaptation des particuliers et des entreprises aux nouvelles réalités, de nombreux clients qui avaient demandé un report de paiement au début de la pandémie ont depuis repris leurs paiements ». « Alors que nous traversons cette période difficile, nous n'avons jamais perdu de vue la nécessité d'assurer la santé et la sécurité de nos clients et de nos employés, qui sont bien protégés grâce aux nombreuses mesures que nous avons mises en place et qui fournissent à nos clients les ressources financières et les conseils dont ils ont besoin », a conclu M. Therrien. Faits saillants du troisième trimestre 2020 Résultat net ajusté (1) de 47,1 millions $, comparativement à 11,9 millions $ pour le deuxième trimestre 2020 Résultat net comme présenté de 36,2 millions $, comparativement à 8,9 millions $ pour le deuxième trimestre 2020 Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (1) de 7,7 % et rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté de 5,8 %, comparativement à respectivement 1,5 % et 1,0 % pour le deuxième trimestre 2020 Ratio d'efficacité ajusté (1) de 68,1 % et ratio d'efficacité comme présenté de 73,9 %, comparativement à respectivement 74,8 % et 76,4 % pour le deuxième trimestre 2020 Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 9,4 %, comparativement à 8,8 % au 30 avril 2020 Total des provisions pour pertes sur créances de 22,3 millions $, comparativement à 54,9 millions $ pour le deuxième trimestre 2020 Pour les trimestres clos les Pour les neuf mois clos les En millions de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité) 31 juillet 2020 31 juillet 2019 Variation 31 juillet 2020 31 juillet 2019 Variation Comme présenté Résultat net 36,2 $ 47,8$ (24)% 77,3 $ 131,4 $ (41)% Résultat dilué par action 0,77 $ 1,05$ (27)% 1,58 $ 2,88 $ (45)% Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires 5,8 % 7,8% 3,9 % 7,2% Ratio d'efficacité 73,9 % 72,7% 76,5 % 75,1% Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires 9,4 % 9,0% Base ajustée (1) Résultat net ajusté 47,1 $ 51,9 $ (9)% 95,9 $ 145,3 $ (34)% Résultat dilué par action ajusté 1,02 $ 1,15 $ (11)% 2,01 $ 3,20 $ (37)% Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté 7,7 % 8,5% 5,0 % 8,0% Ratio d'efficacité ajusté 68,1 % 70,6% 73,1 % 72,7% (1) Certaines mesures présentées dans le présent document ne tiennent pas compte des montants désignés comme étant des éléments d'ajustement et constituent des mesures non conformes aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour plus de précisions. MONTRÉAL, 04 sept. 2020 (GLOBE NEWSWIRE) -- Banque Laurentienne Groupe Financier a déclaré un résultat net de 36,2 millions $ et un résultat dilué par action de 0,77 $ pour le troisième trimestre 2020, comparativement à un résultat net de 47,8 millions $ et un résultat dilué par action de 1,05 $ pour le troisième trimestre 2019. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 5,8 % pour le troisième trimestre 2020, par rapport à 7,8 % pour le troisième trimestre 2019. Sur une base ajustée, le résultat net s'est établi à 47,1 millions $ et le résultat dilué par action s'est établi à 1,02 $ pour le troisième trimestre 2020, en baisse par rapport à un résultat net de 51,9 millions $ et un résultat dilué par action de 1,15 $ pour le troisième trimestre 2019. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 7,7 % pour le troisième trimestre 2020, par rapport à 8,5 % pour la période correspondante de 2019. Les résultats comme présentés incluent des éléments d'ajustement qui sont décrits à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance ». Le résultat net comme présenté s'est établi à 77,3 millions $, ou un résultat dilué par action comme présenté de 1,58 $, pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020, par rapport à un résultat net comme présenté de 131,4 millions $, ou un résultat

dilué par action comme présenté de 2,88 $, pour les neuf mois clos le 31 juillet 2019. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 3,9 % pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020, par rapport à 7,2 % pour les neuf mois clos le 31 juillet 2019. Sur une base ajustée, le résultat net s'est établi à 95,9 millions $, ou un résultat dilué par action de 2,01 $, pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020, en baisse par rapport à un résultat net de 145,3 millions $, ou un résultat dilué par action de 3,20 $, pour les neuf mois clos le 31 juillet 2019. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 5,0 % pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020, par rapport à 8,0 % pour la période correspondante de 2019. Les résultats comme présentés incluent des éléments d'ajustement qui sont décrits à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et indicateurs clés de performance ». Incidence de la pandémie de COVID-19 Au début de 2020, la COVID-19 s'est propagée à l'échelle mondiale et, le 11 mars 2020, a été classée au rang de pandémie mondiale par l'Organisation mondiale de la Santé. La nature sans précédent de la pandémie de COVID-19 s'est répercutée sur l'économie mondiale. Nous sommes d'avis que notre réponse à ce jour nous a permis de préserver la sécurité des membres de notre équipe et de nos clients. Les mesures mises en œuvre nous ont aussi procuré l'assise nécessaire pour soutenir nos activités à la lumière du niveau élevé d'incertitude. Notre situation de liquidité et nos fonds propres continuent de nous procurer la souplesse requise pour poursuivre notre mission, qui est d'aider nos clients, et de les appuyer tout au long de cette période difficile. La COVID-19 a une incidence sur la performance financière depuis mars 2020 et, par conséquent, l'amélioration de certaines de nos activités a été éclipsée par une augmentation importante des provisions pour pertes sur créances. Néanmoins, nous conservons un optimisme prudent à l'égard de l'avenir, l'économie faisant preuve de résilience et s'adaptant à cette nouvelle réalité. Au vu des incidences de la pandémie sur les activités et les résultats, l'équipe de direction a entamé un examen des différents éléments du plan stratégique afin de l'améliorer et d'en réévaluer les échéances. Mesures non conformes aux PCGR La direction utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et des mesures non conformes aux PCGR afin d'évaluer la performance de la Banque. Les résultats préparés conformément aux PCGR sont désignés comme étant des résultats « comme présentés ». Les mesures non conformes aux PCGR présentées dans le présent document sont dites des mesures « ajustées » et ne tiennent pas compte de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement. Les éléments d'ajustement se rapportent aux plans de restructuration ainsi qu'à des regroupements d'entreprises et ont été désignés comme tels du fait que, selon la direction, ils ne reflètent pas la performance sous-jacente de ses activités. Les mesures non conformes aux PCGR permettent aux lecteurs de mieux comprendre comment la direction analyse les résultats de la Banque et d'apprécier la performance sous-jacente de ses activités et des tendances connexes. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Le tableau suivant présente les éléments d'ajustement et leur incidence sur les résultats comme présentés. INCIDENCE DES ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT SUR LES RÉSULTATS COMME PRÉSENTÉS Pour les trimestres clos les Pour les neuf mois clos les En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité) 31 juillet 2020 30 avril 2020 31 juillet 2019 31 juillet 2020 31 juillet 2019 Incidence sur le résultat avant impôts sur le résultat Résultat avant impôts sur le résultat comme présenté 42 405 $ 1 553 $ 54 359 $ 78 637 $ 148 239 $ Éléments d'ajustement, avant impôts sur le résultat Charges de restructuration et de dépréciation (1) Indemnités de départ 7 047 183 972 10 068 4 739 Autres charges de restructuration 4 020 143 830 4 059 2 509 11 067 326 1 802 14 127 7 248 Éléments liés aux regroupements d'entreprises Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis (2) 127 179 336 538 1 168 Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (3) 3 520 3 542 3 426 10 461 10 295 3 647 3 721 3 762 10 999 11 463 14 714 4 047 5 564 25 126 18 711 Résultat avant impôts sur le résultat ajusté 57 119 $ 5 600 $ 59 923 $ 103 763 $ 166 950 $ Incidence sur le résultat net Résultat net comme présenté 36 217 $ 8 885 $ 47 798 $ 77 274 $ 131 367 $ Éléments d'ajustement, après impôts sur le résultat Charges de restructuration et de dépréciation (1) Indemnités de départ 5 178 134 713 7 398 3 478 Autres charges de restructuration 2 955 105 610 2 984 1 842 8 133 239 1 323 10 382 5 320 Éléments liés aux regroupements d'entreprises Amortissement de la prime nette sur les 93 131 247 395 858 instruments financiers acquis (2) Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (3) 2 640 2 657 2 514 7 844 7 716 2 733 2 788 2 761 8 239 8 574 10 866 3 027 4 084 18 621 13 894 Résultat net ajusté 47 083 $ 11 912 $ 51 882 $ 95 895 $ 145 261 $ Incidence sur le résultat dilué par action Résultat dilué par action comme présenté 0,77 $ 0,13 $ 1,05 $ 1,58 $ 2,88 $ Éléments d'ajustement Charges de restructuration et de dépréciation 0,19 0,01 0,03 0,24 0,13 Éléments liés aux regroupements d'entreprises 0,06 0,06 0,07 0,19 0,20 0,25 0,07 0,10 0,43 0,33 Résultat dilué par action ajusté (4) 1,02 $ 0,20 $ 1,15 $ 2,01 $ 3,20 $ (1) Les charges de restructuration et de dépréciation découlent principalement de l'optimisation des activités des Cliniques financières ainsi que de la rationalisation connexe de certaines fonctions administratives et du siège social. Les charges de restructuration découlent également de la réorganisation des activités de courtage de détail et d'autres mesures prises afin d'améliorer l'efficacité de la Banque. Les charges de restructuration comprennent les indemnités de départ, les salaires, les provisions, les frais de communication et les honoraires professionnels ainsi que les charges de dépréciation liées à la

résiliation de contrats de location. Les charges de restructuration sont incluses dans les frais autres que d'intérêt. (2) L'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis découle d'un profit non récurrent lié à l'acquisition d'une entreprise en 2012 et est inclus au poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis. (3) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions découle d'acquisitions d'entreprises et est inclus au poste Frais autres que d'intérêt. (4) L'incidence par action des éléments d'ajustement peut différer en raison de l'arrondissement. Plan stratégique En novembre 2015, nous avons lancé un plan septennal visant à faire de la Banque une banque meilleure et différente afin de tirer profit des avancées technologiques, mais surtout, afin de mieux répondre aux besoins de nos clients. Pour y parvenir, nous avons priorisé trois objectifs stratégiques : renforcer nos fondations, investir dans la croissance rentable et améliorer la performance financière. À plus long terme, dans le contexte de la pandémie mondiale en évolution, nous n'avons pas modifié notre objectif de poursuivre notre transformation, mais nous prévoyons des retards, comme il a été mentionné au trimestre précédent, et tel qu'il est précisé dans ce qui suit. Au vu des incidences de la pandémie sur les activités et les résultats, l'équipe de direction effectue un examen des différents éléments du plan stratégique afin de l'améliorer. Mise à jour sur les initiatives clés Services numériques Au premier trimestre de 2020, le lancement réussi de BLC Numérique, un canal de distribution direct au client, nous a permis d'étendre notre présence partout au Canada. L'offre de services numériques initiale comprend des comptes chèques, des comptes d'épargne à intérêt élevé et des certificats de placement garanti. Ce lancement pancanadien nous a fourni l'occasion d'accueillir des milliers de nouveaux clients. Avec le temps, notre objectif consiste à élargir et à approfondir les relations avec notre clientèle et à utiliser cette plateforme pour développer un éventail complet de produits de grande qualité. À la fin du troisième trimestre, les dépôts à vue connexes obtenus par l'intermédiaire de BLC Numérique s'établissaient à 0,6 milliard $. Programme de remplacement du système bancaire central En 2019, nous avons achevé la phase 1 du programme de remplacement du système bancaire central, ce qui nous a permis de migrer tous les produits de B2B Banque et la plupart des prêts à la clientèle commerciale vers ce nouveau système. La phase 2 du programme est amorcée et elle vise tous les produits offerts dans notre réseau de succursales du Québec et les produits restants des Services aux entreprises. Les préparatifs sont en cours pour développer les produits et les caractéristiques. Compte tenu des incidences de la COVID-19 sur notre entreprise et nos priorités techniques, nous réévaluons actuellement notre calendrier de mise en œuvre. À l'heure actuelle, nous estimons toujours l'investissement total requis à 250 millions $, compte tenu de notre plan le plus récent. Au 31 juillet 2020, environ 80 % de ce montant avait été investi. Évolution du Modèle 100 % Conseil Après avoir converti au cours des dernières années le réseau traditionnel de succursales en un modèle 100 % Conseil et optimisé notre présence géographique, nous travaillons au développement d'une expérience entièrement numérique. Nous serons ainsi en mesure d'intégrer de façon numérique tous les nouveaux clients et, par la suite, de commencer la migration de tous nos clients des services bancaires aux particuliers vers notre nouvelle plateforme numérique. Nous avions d'abord prévu que ces initiatives seraient achevées d'ici la fin 2021. Or, compte tenu du contexte actuel, cet échéancier fait actuellement l'objet d'un examen. Lorsque ces initiatives seront achevées, tous nos clients devraient bénéficier de la même expérience dans la gestion de leurs comptes et de leurs transactions quotidiennes combinée à l'avantage de conseils financiers professionnels pour des besoins bancaires et d'investissement plus complexes. À ce titre, notre modèle 100 % Conseil maintient son élan. Au cours du troisième trimestre, nous avons continué à accueillir des conseillers et avons remplacé des postes qui n'étaient pas axés sur la prestation de conseils par environ 70 nouveaux postes d'adjoint aux conseillers et de service à la clientèle afin de soutenir la relation conseiller client et le développement des affaires, en ayant bien en vue l'objectif de faire augmenter les revenus. Approche fondée sur les notations internes avancée en matière de risque de crédit Dans le cadre de notre plan visant à améliorer les fondations de la Banque, nous poursuivons notre initiative visant l'adoption de l'approche fondée sur les notations internes avancée en matière de risque de crédit, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. Au premier trimestre, nous visions une adoption de l'approche fondée sur les notations internes avancée à la fin de 2022. Or, dans le contexte actuel de pandémie, nous revoyons présentement ce calendrier et prévoyons reporter la mise en œuvre d'au moins 12 mois. Autres faits nouveaux Le 30 juin 2020, François Desjardins a pris sa retraite, quitté ses fonctions à titre de président et chef de la direction, et démissionné de son poste d'administrateur de la Banque. Stéphane Therrien a été nommé président et chef de la direction par intérim et administrateur de la Banque. Mise à jour sur les mesures d'efficacité Depuis 2019, nous avons repéré des possibilités d'améliorer notre efficacité. La conversion de nos succursales traditionnelles en un modèle 100 % Conseil dans les Cliniques financières et l'optimisation de certaines fonctions administratives en 2019 nous ont permis de réaliser des économies importantes. Au début de 2020, nous avons maintenu l'accent sur l'amélioration de l'efficacité. Dans cet esprit, nous avons fusionné 14 Cliniques financières au troisième trimestre et prévoyons en fusionner 6 autres au quatrième trimestre. Ces fusions résultent également des fluctuations récentes de la conjoncture économique et de la réduction en cours du nombre de visites dans les succursales. Les clients continueront d'être servis dans nos Cliniques financières généralement situées à proximité de chez eux. Selon notre expérience, la réduction prévue devrait être relativement

faible. En mai 2020, nous avons réduit notre effectif de près de 100 employés par voie d'attrition, de départs à la retraite et de réductions d'emploi ciblées, pour harmoniser notre effectif avec nos besoins opérationnels, nous procurer l'effet de levier nécessaire pour poursuivre notre transformation et améliorer notre efficacité. Ces mesures ont entraîné la comptabilisation, au troisième trimestre, d'indemnités de départ et d'une charge de dépréciation liée aux contrats de location d'environ 11,1 millions $. Résultats consolidés Performance financière pour le trimestre clos le 31 juillet 2020 Le résultat net s'est établi à 36,2 millions $ et le résultat dilué par action s'est établi à 0,77 $ pour le troisième trimestre 2020, comparativement à un résultat net de 47,8 millions $ et un résultat dilué par action de 1,05 $ pour le troisième trimestre 2019. Le résultat net ajusté a été de 47,1 millions $ pour le troisième trimestre 2020, en baisse de 9 % par rapport à 51,9 millions $ pour le troisième trimestre 2019, tandis que le résultat dilué par action ajusté a été de 1,02 $, en baisse de 11 % comparativement au résultat dilué par action ajusté de 1,15 $ pour le troisième trimestre 2019. Revenu total Le revenu total s'est établi à 248,6 millions $ pour le troisième trimestre 2020, en hausse de 2 % comparativement à un revenu total de 244,7 millions $ pour le troisième trimestre 2019. Le revenu net d'intérêt a diminué de 2,5 millions $, ou 1 %, pour s'établir à 173,5 millions $ au troisième trimestre 2020, comparativement à 176,0 millions $ au troisième trimestre 2019. La diminution s'explique essentiellement par la diminution d'un exercice à l'autre des volumes de prêts personnels, contrebalancée en partie par des marges plus élevées sur les prêts aux clients commerciaux. Au 1 er novembre 2019, l'adoption de l'IFRS 16, Contrats de location, a ajouté une composante coût de financement, présentée dans les frais d'intérêt, à la nouvelle obligation locative totalisant 1,2 million $ pour le troisième trimestre 2020 et a eu une incidence défavorable de 1 point de base sur la marge nette d'intérêt. La marge nette d'intérêt s'est fixée à 1,86 % au troisième trimestre 2020, une augmentation de 1 point de base en comparaison du troisième trimestre 2019, du fait principalement de la modification à la composition du portefeuille de prêts et des marges plus élevées sur les prêts aux clients commerciaux. Au cours du trimestre, nous avons connu une diminution du niveau des prêts découlant, en partie, de la pandémie. Cela devrait avoir une incidence tant sur le revenu net d'intérêt que sur les marges au quatrième trimestre, jusqu'à ce que la croissance reprenne. Les autres revenus ont augmenté de 6,5 millions $, ou 9 %, pour s'établir à 75,1 millions $ au troisième trimestre 2020, par rapport aux autres revenus de 68,6 millions $ au troisième trimestre 2019. L'augmentation est principalement attribuable à la contribution solide des marchés des capitaux, qui a progressé de 13,3 millions $ par rapport à celle du troisième trimestre 2019. L'augmentation a été contrebalancée en partie par une diminution de 3,0 millions $ des frais de service par rapport au troisième trimestre 2019 en raison des changements en cours touchant le secteur des services bancaires aux particuliers et de la modification connexe des habitudes bancaires des clients, ainsi que par la diminution de 1,9 million $ des revenus tirés des services de cartes, surtout du fait que les volumes de transactions par carte de crédit Visa ont baissé dans la foulée de la pandémie de COVID-19. Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis Au troisième trimestre 2020, l'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis s'est établi à 0,1 million $, par rapport à 0,3 million $ au troisième trimestre 2019. Voir les états financiers consolidés annuels 2019 pour de plus amples renseignements. Provisions pour pertes sur créances Les provisions pour pertes sur créances se sont établies à 22,3 millions $ au troisième trimestre 2020 en comparaison de provisions de 12,1 millions $ au troisième trimestre 2019, une augmentation de 10,2 millions $ d'un exercice à l'autre, découlant essentiellement de la hausse des provisions sur prêts commerciaux. La révision de nos scénarios économiques prospectifs, reflétant une récession légèrement plus sévère et une reprise plus lente que ce qui avait été prévu au départ, ont également contribué à la hausse des provisions collectives. Les provisions collectives sont sensibles aux données des modèles, notamment les variables macroéconomiques utilisées dans les scénarios prospectifs et leur pondération probabiliste respective, entre autres facteurs. L'éclosion de COVID-19 a entraîné des modifications à l'information prospective au cours des deuxième et troisième trimestres 2020, donnant lieu à une augmentation des pertes de crédit attendues. Étant donné que l'ampleur de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur l'économie du Canada et sur celle des États-Unis, y compris des mesures prises par les gouvernements ou les organismes de réglementation pour faire face à la pandémie, demeure hautement incertaine, il est difficile de prédire à l'heure actuelle si l'augmentation des pertes de crédit attendues entraînera des radiations, et si nous devrons comptabiliser d'autres augmentations des pertes de crédit attendues au cours de périodes ultérieures. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques » de notre rapport de gestion pour plus de renseignements sur l'incidence de la COVID-19 sur le risque de crédit et l'incertitude de mesure des estimations de pertes de crédit attendues, et à la note 7, Prêts et corrections de valeur pour pertes sur créances, des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour en savoir plus sur les provisions pour pertes sur créances et la continuité de la correction de valeur pour pertes sur créances au cours du trimestre. Frais autres que d'intérêt Les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 183,8 millions $ au troisième trimestre 2020, une hausse de 5,9 millions $, ou 3,3 %, par rapport à ceux du troisième trimestre 2019. Les frais autres que d'intérêt ajustés se sont élevés à 169,2 millions $ au troisième trimestre 2020, une baisse de 3,4 millions $, ou 2,0 %, par rapport à ceux du troisième trimestre 2019. Nous prévoyons que ces frais augmenteront que légèrement au prochain trimestre. Les salaires et avantages du personnel se sont élevés à 92,5 millions $ au troisième trimestre

2020, une hausse de 2,4 millions $ par rapport à ceux du troisième trimestre 2019. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la rémunération liée à la performance se rapportant à la vigueur des activités de marchés des capitaux. Une charge de rémunération de 2,7 millions $, reliée à la retraite de l'ancien président et chef de la direction de la Banque, a également contribué à la hausse, laquelle a été contrebalancée en grande partie par une diminution des salaires d'un exercice à l'autre reflétant la réduction de l'effectif opérée en mai 2020. Les frais d'occupation de locaux et technologie se sont établis à 50,1 millions $ au troisième trimestre 2020, une hausse de 1,4 million $ par rapport à ceux du troisième trimestre 2019. Les frais de technologie ont progressé d'un exercice à l'autre et sont demeurés élevés, du fait que nous exploitons à l'heure actuelle de nombreuses plateformes simultanément. Les loyers ont diminué de 5,2 millions $ par suite de l'adoption, le 1 er novembre 2019, de l'IFRS 16, Contrats de location, de même que d'une réduction de la superficie utilisée en raison du redimensionnement de notre réseau de Cliniques financières. La diminution a été en partie contrebalancée par une augmentation de 4,1 millions $ de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation nouvellement créés. Compte tenu de l'incidence de la charge d'intérêt sur la nouvelle obligation locative de 1,2 million $, comme il a été mentionné précédemment, les coûts de location globaux sont demeurés relativement stables. Les autres frais autres que d'intérêt se sont élevés à 30,1 millions $ au troisième trimestre 2020, une baisse de 7,1 millions $ par rapport à ceux du troisième trimestre 2019. Cette amélioration s'explique surtout par une diminution des charges réglementaires, ainsi que par une baisse des frais de déplacement, de publicité et de développement des affaires, découlant des mesures d'efficacité mises en œuvre et de la conjoncture économique. Les charges de restructuration se sont établies à 11,1 millions $ au troisième trimestre 2020 et découlaient essentiellement des mesures visant à améliorer l'efficacité, comme il est précisé à la rubrique « Mise à jour sur les mesures d'efficacité » sous « Plan stratégique ». Les charges de restructuration comprennent les indemnités de départ, les salaires et les provisions liées à la résiliation de contrats de location. Ratio d'efficacité Le ratio d'efficacité ajusté a été de 68,1 % au troisième trimestre 2020, en comparaison de 70,6 % au troisième trimestre 2019, en raison de la baisse des dépenses et d'une augmentation des autres revenus. Le levier d'exploitation ajusté a été positif d'un exercice à l'autre. Le ratio d'efficacité comme présenté s'est établi à 73,9 % au troisième trimestre 2020, en hausse en regard de 72,7 % au troisième trimestre 2019, en raison surtout de la hausse des charges de restructuration au cours de l'exercice 2020. Impôts sur le résultat Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020, la charge d'impôts sur le résultat a été de 6,2 millions $ et le taux d'imposition effectif, de 14,6 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi est attribuable à l'imposition réduite des revenus tirés des établissements à l'étranger et des retombées positives des investissements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2019, la charge d'impôts sur le résultat avait été de 6,6 millions $ et le taux d'imposition effectif, de 12,1 %. D'un exercice à l'autre, le taux d'imposition a légèrement augmenté. Situation financière Au 31 juillet 2020, l'actif total s'élevait à 44,3 milliards $, un niveau relativement inchangé comparativement à 44,4 milliards $ au 31 octobre 2019, le niveau plus élevé des liquidités ayant en grande partie compensé la baisse des portefeuilles de prêts. Liquidités Les liquidités se composent de la trésorerie, des dépôts auprès de banques, des valeurs mobilières et des valeurs acquises en vertu de conventions de revente. Au 31 juillet 2020, ces actifs totalisaient 9,9 milliards $, une hausse de 0,6 milliard $ par rapport à 9,3 milliards $ au 31 octobre 2019. Nous continuons de gérer avec une grande prudence le niveau de nos liquidités. Au cours du troisième trimestre, l'activité économique a commencé à se redresser alors que les entreprises étaient nombreuses à rouvrir progressivement. Les marchés des capitaux ont également remonté par rapport à leurs niveaux du deuxième trimestre. Les sources de financement de la Banque demeurent bien diversifiées et suffisantes pour respecter ses obligations.Les liquidités représentaient 22 % de l'actif total au 31 juillet 2020, comparativement à 21 % au 31 octobre 2019. Prêts Les prêts et acceptations bancaires, déduction faite des provisions, s'établissaient à 32,6 milliards $ au 31 juillet 2020, en baisse de 0,9 milliard $, ou 3 %, comparativement à 33,6 milliards $ au 31 octobre 2019. Au cours du troisième trimestre, les incidences négatives de la COVID-19 ont fait en sorte que la Banque n'a pas pu maintenir son élan au chapitre de la croissance des portefeuilles de prêts commerciaux. Les variations sont expliquées plus en détail ci-après. Les prêts personnels s'établissaient à 4,2 milliards $, soit une baisse de 0,4 milliard $, ou 9 %, depuis le 31 octobre 2019, du fait principalement de la réduction continue du portefeuille de prêts à l'investissement, ce qui reflète le comportement des consommateurs, lesquels tentent de diminuer leur endettement, ainsi que, dans une moindre mesure, une diminution des autres expositions de détail. Les prêts hypothécaires résidentiels s'établissaient à 15,9 milliards $ au 31 juillet 2020, une baisse de 0,2 milliard $, ou 1 %, depuis le 31 octobre 2019. Depuis le début de l'exercice, l'acquisition des prêts hypothécaires consentis par des tiers dans le cadre de notre programme visant à optimiser le recours aux titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la Loi nationale sur l'habitation a contribué à atténuer l'incidence des échéances. Les prêts commerciaux et acceptations totalisaient 12,7 milliards $ au 31 juillet 2020, une diminution de 2 % depuis le 31 octobre 2019. Cette diminution s'explique principalement par les volumes de financement d'inventaires qui ont été touchés négativement par la pandémie de COVID-19 au troisième trimestre du fait de la hausse des remboursements en raison de

l'augmentation de la demande de bateaux et d'autres véhicules récréatifs au Canada et aux Etats-Unis. L'incapacité des concessionnaires à réapprovisionner leurs stocks du fait de l'arrêt de la production chez les fabricants pendant les premiers mois de la pandémie a également eu une incidence négative sur les niveaux d'inventaires. Toutefois, la croissance devrait reprendre au quatrième trimestre. Autres actifs Les autres actifs s'établissaient à 1,8 milliard $ au 31 juillet 2020, une hausse de 0,3 milliard $ par rapport aux autres actifs au 31 octobre 2019, en raison surtout de l'adoption de l'IFRS 16, Contrats de location, le 1 er novembre 2019, qui a entraîné la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation de 139,4 millions $.

Passif

Les dépôts ont diminué de 1,1 milliard $, ou 4 %, pour s'établir à 24,6 milliards $ au 31 juillet 2020, comparativement à 25,7 milliards $ au 31 octobre 2019, reflétant la diminution des prêts. Les dépôts de particuliers totalisaient 19,3 milliards $ au 31 juillet 2020, soit 0,5 milliard $ de moins qu'au 31 octobre 2019. La baisse résulte essentiellement de la diminution des dépôts à terme obtenus par des intermédiaires, contrebalancée en partie par la hausse des volumes de dépôts à vue obtenus par l'intermédiaire des différents canaux de distribution de la Banque. Au premier trimestre 2020, nous avons procédé avec succès au lancement de nos services de dépôt BLC Numérique. Les dépôts provenant de cette source, qui totalisaient 582,0 millions $ au 31 juillet 2020, contribuent à rehausser la bonne diversification de nos sources de financement, en plus d'offrir une occasion d'établir de nouvelles relations clients et de développer de nouvelles activités de ventes croisées. Au cours du troisième trimestre 2020, les dépôts directs de particuliers de base obtenus par l'entremise de notre réseau de Cliniques financières ont augmenté de 0,3 milliard $, tandis que les autres dépôts à vue obtenus par des intermédiaires ont augmenté de plus de 0,4 milliard $. Les dépôts d'entreprises et autres ont diminué de 0,6 milliard $ d'un trimestre à l'autre pour s'établir à 5,3 milliards $, du fait principalement du segment du financement institutionnel alors que nous avons procédé à l'optimisation de nos sources de financement étant donné le niveau moins élevé d'actifs. Les dépôts de particuliers représentaient 78 % du total des dépôts au 31 juillet 2020, par rapport à 77 % au 31 octobre 2019, et ont contribué à notre bonne situation en matière de liquidités. Les engagements au titre des valeurs vendues à découvert s'établissaient à 3,1 milliards $ au 31 juillet 2020, une hausse de 0,5 milliard $ par rapport à ceux au 31 octobre 2019. La dette liée aux activités de titrisation a augmenté de 0,4 milliard $ par rapport à celle au 31 octobre 2019, et s'établissait à 9,4 milliards $ au 31 juillet 2020.

Capitaux propres et fonds propres réglementaires

Les capitaux propres s'élevaient à 2 582,8 millions $ au 31 juillet 2020, comparativement à 2 567,7 millions $ au 31 octobre 2019. Comme mentionné à la rubrique « Mode de présentation » du présent rapport de gestion, l'adoption de l'IFRS 16 au début de l'exercice a donné lieu à une diminution nette de 7,3 millions $ des résultats non distribués au 1 er novembre 2019. Depuis le début de l'exercice, les résultats non distribués ont diminué de 36,7 millions $, la contribution du résultat net de 77,3 millions $ ayant été plus que contrebalancée par les dividendes totalisant 84,0 millions $, ainsi que par d'autres charges liées aux régimes d'avantages du personnel et aux titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) totalisant 22,7 millions $. La hausse du cumul des autres éléments du résultat global de 35,4 millions $ et l'émission d'actions ordinaires de 15,7 millions $ dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque ont contribué positivement aux capitaux propres. Pour de plus amples renseignements, voir l'état de la variation des capitaux propres consolidé dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le troisième trimestre 2020. La valeur comptable par action ordinaire de la Banque s'établissait à 53,15 $ au 31 juillet 2020, comparativement à 54,02 $ au 31 octobre 2019. Au 31 août 2020, 43 121 788 actions ordinaires étaient en circulation. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires s'établissait à 9,4 % au 31 juillet 2020, par rapport à 8,8 % au 30 avril 2020 et à 9,0 % au 31 octobre 2019. L'augmentation par rapport au niveau affiché au 30 avril 2020 découle principalement du niveau moins élevé d'actifs attribuable à la situation actuelle de la COVID-19. Ce niveau de fonds propres fournit à la Banque la souplesse requise pour reprendre la voie de la croissance et pour poursuivre la mise en œuvre de son plan stratégique, de façon prudente compte tenu de la conjoncture économique.

Dividendes

Le 3 septembre 2020, le conseil d'administration a annoncé le versement d'un dividende trimestriel de 0,40 $ par action ordinaire payable le 1 er novembre 2020 aux actionnaires inscrits en date du 1 er octobre 2020. À la fin du deuxième trimestre, à la recommandation de la direction, le conseil d'administration a approuvé une diminution de 0,27 $, ou 40 %, du dividende trimestriel. Compte tenu du contexte de grande incertitude, cette décision prudente nous fournit davantage de souplesse opérationnelle pour reprendre la voie de la croissance et poursuivre la mise en œuvre de notre plan

stratégique. En outre, ceci est mieux aligné sur notre politique en matière de dividendes jusqu'à ce que nous tirions les avantages prévus de notre transformation. Les actions attribuées en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque continueront de l'être sous forme d'actions ordinaires émises à même le capital autorisé à un escompte de 2 %.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Dans ce document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, nous pouvons, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs peuvent inclure, notamment, des énoncés relatifs à notre plan d'affaires et à nos objectifs financiers, y compris des énoncés présentés à la rubrique « Perspectives » de notre rapport annuel 2019. Les énoncés prospectifs formulés dans ce document sont destinés à aider les lecteurs à mieux comprendre notre situation financière et les résultats de nos activités aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et pourraient ne pas être adéquats à d'autres fins. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de mots ou d'expressions tels que « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « objectif », « cible », « pouvoir », « avoir l'intention de » ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou d'une terminologie similaire. Du fait de leur nature, ces énoncés prospectifs nécessitent que nous posions des hypothèses et sont soumis à un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il existe un risque important que les prédictions, prévisions, projections ou conclusions soient inexactes, que nos hypothèses soient erronées, et que les résultats réels diffèrent de façon significative des prédictions, prévisions, projections ou conclusions. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs, car certains facteurs, dont bon nombre échappent à notre contrôle et dont les effets peuvent être difficiles à prévoir, pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des cibles, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Les résultats futurs ayant trait aux énoncés prospectifs peuvent être touchés par de nombreux facteurs, notamment : la conjoncture économique et les conditions des marchés en général; les changements des politiques monétaire, budgétaire et économique; les variations des taux de change et d'intérêt; l'évolution des lois et de la réglementation, y compris de la législation fiscale et de son interprétation; les estimations comptables critiques et l'incidence des changements apportés aux normes, règles et interprétations comptables sur ces estimations; les changements à l'égard de la concurrence; les modifications apportées aux notes de crédit; la rareté des ressources humaines; l'évolution des relations de travail; la technologie informatique et la cybersécurité; l'évolution de l'environnement technologique; le risque environnemental, y compris les changements concernant la politique environnementale et les effets des changements climatiques à l'échelle mondiale; l'incidence possible des conflits mondiaux et d'actes de terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique, y compris les incidences directes et indirectes de la pandémie de COVID-19 (nouvelle souche de coronavirus), des perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et de toute autre catastrophe; notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, y compris la réorganisation de nos succursales de services aux particuliers, la modernisation de notre système bancaire central et la mise en œuvre de l'approche fondée sur les notations internes avancée en matière de risque de crédit, de même que notre capacité de prévoir et de gérer efficacement les risques découlant des facteurs qui précèdent. Depuis décembre 2019, l'éclosion de COVID-19 a incité les gouvernements partout dans le monde à prendre des mesures d'urgence pour contenir la propagation du virus. Ces mesures, notamment l'interdiction de voyage, la fermeture temporaire des entreprises et des écoles, les périodes de quarantaine volontaire et la distanciation physique, ont donné lieu à des perturbations financières et sociales importantes qui se sont traduites par la morosité économique et la volatilité du marché. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi au moyen d'interventions monétaires et budgétaires, et en proposant des mesures et des subventions dans le but de stabiliser la conjoncture économique. L'ampleur, la durée et les répercussions de la pandémie, y compris sur les clients, les membres de l'équipe et les fournisseurs tiers; l'efficacité des interventions des gouvernements et des banques centrales; et les incidences financières et sociales connexes sont incertaines et pourraient avoir des conséquences considérables et défavorables sur notre entreprise. Ces conséquences défavorables pourraient se produire rapidement et de façon imprévue. Il n'est pas possible d'estimer de façon fiable la durée et la gravité de la situation et son incidence sur les résultats financiers et la situation financière de la Banque. Enfin, nous prévenons le lecteur que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats. Pour plus de renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent des attentes actuelles, voir la description détaillée des risques liés à la pandémie de COVID-19 et les incidences connexes qui figurent aux rubriques «Gestion des risques » de notre rapport de gestion, « Appétit pour le risque et cadre de gestion des risques » de notre rapport annuel 2019, ainsi que les autres documents publics déposés et disponibles sur le site www.sedar.com. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour

les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par nous ou en notre nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

Accès aux documents traitant des résultats trimestriels

Les investisseurs, les médias et autres qui le souhaitent peuvent consulter le présent communiqué sur notre site Web à l'adresse www.blcgf.ca, sous l'onglet Salle de presse, et notre rapport aux actionnaires, notre présentation aux investisseurs et les informations additionnelles sous l'onglet Centre de l'investisseur, Résultats financiers.

Conférence téléphonique

Banque Laurentienne Groupe Financier invite les représentants des médias et le public à participer à la conférence téléphonique qui se tiendra à 9 h, heure de l'Est, le 4 septembre 2020. Le numéro de téléphone sans frais 1-888-394-8218, code 3220279, permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement. Une webémission sera également disponible sur le site Web du Groupe, sous l'onglet Centre de l'investisseur, Résultats financiers. L'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible en différé le 4 septembre 2020, à compter de 12 h, jusqu'à 12 h le 4 octobre 2020, sur notre site Web, sous l'onglet Centre de l'investisseur, Résultats financiers. Les documents dont il est fait mention au cours de la conférence seront disponibles sur notre site Web, sous l'onglet Centre de l'investisseur, Résultats financiers.

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs Relations médias Susan Cohen Hélène Soulard Directrice, Relations avec les investisseurs Vice-présidente adjointe, Communications Bureau : 514 284-4500, poste 40452 Bureau : 514 284-4500, poste 40015 Cellulaire : 514 970-0564 Cellulaire : 514 926-3295 susan.cohen@blcgf.ca helene.soulard@blcgf.ca

À propos de Banque Laurentienne Groupe Financier

Fondé en 1846, Banque Laurentienne Groupe Financier est un fournisseur de services financiers diversifiés dont la mission est d'aider ses clients à améliorer leur santé financière. La Banque Laurentienne du Canada et ses entités sont collectivement désignées sous le nom de Banque Laurentienne Groupe Financier (le « Groupe » ou la « Banque »). Le Groupe emploie plus de 2 900 personnes guidées par les valeurs de proximité, de simplicité et d'honnêteté et offre à ses clients particuliers, commerciaux et institutionnels un vaste éventail de solutions et de services axés sur les conseils. Grâce à ses activités pancanadiennes et à sa présence aux États-Unis, le Groupe est un important joueur dans de nombreux segments de marché. Le Groupe gère un actif au bilan de 44,3 milliards $, de même que des actifs administrés de 28,4 milliards $.

https://presse.banquelaurentienne.ca/2020-09-04-Banque-Laurentienne-Groupe-Financier-declare-ses-resultats-pour-le-troisieme-trimestre-2020